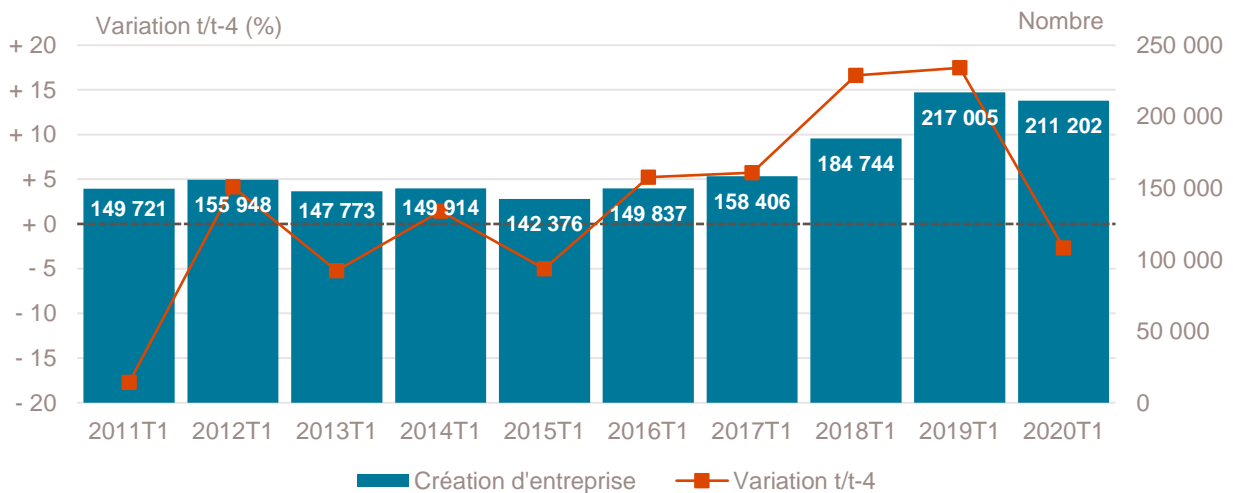


Avertissement de l'Insee : Compte tenu de difficultés techniques rencontrées en février dans les échanges de données entre l'Insee et un centre de formalités des entreprises, des créations d'entreprises individuelles de février ont été comptabilisées sur le mois de mars, notamment des immatriculations de micro-entrepreneur. Ce report atténue légèrement la forte baisse du nombre de créations du fait du confinement.

Au cours du **premier trimestre 2020 (T1 2020)**, **211 202 entreprises ont été créées en France**, un nombre en baisse de - 2,7 % par rapport à la même période de 2019.

Cette baisse est due au **recul des créations observé en mars** (- 20,1 % par rapport à mars 2019), alors qu'elles ont progressé en janvier et février. Ainsi, **l'impact de la crise du Coronavirus est aussi élevé que celui de mars 2011** au moment de la crise du surendettement en zone euro (- 21,1 %). L'ampleur de cet impact en fait **un point bas historique d'évolution sur 20 ans** (annexes 1 et 2).

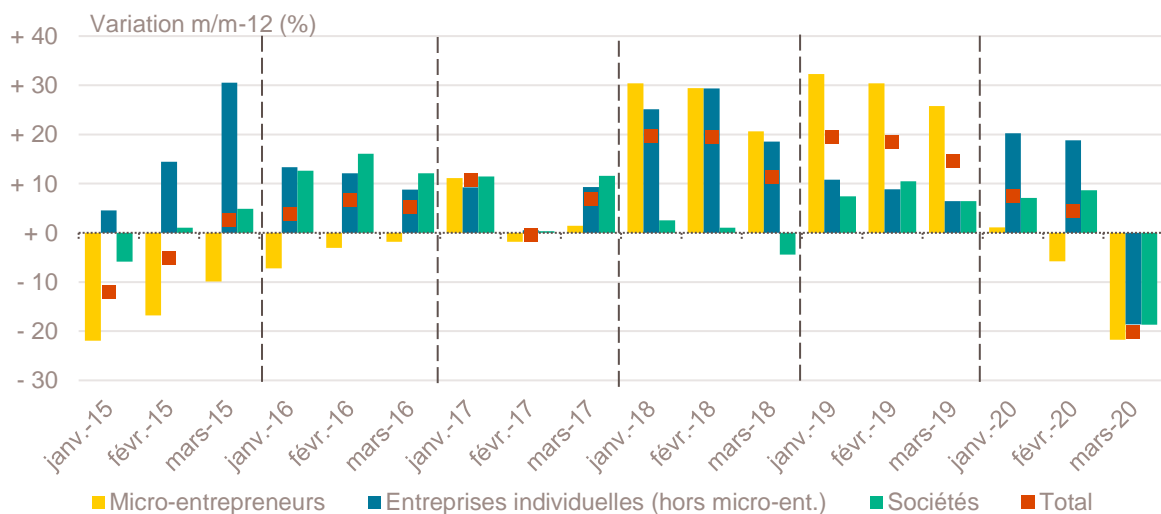
Évolution trimestrielle du nombre de créations d'entreprises en France, T1 2011-2020



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution mensuelle du nombre de créations d'entreprises en France, T1 2015-2020



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

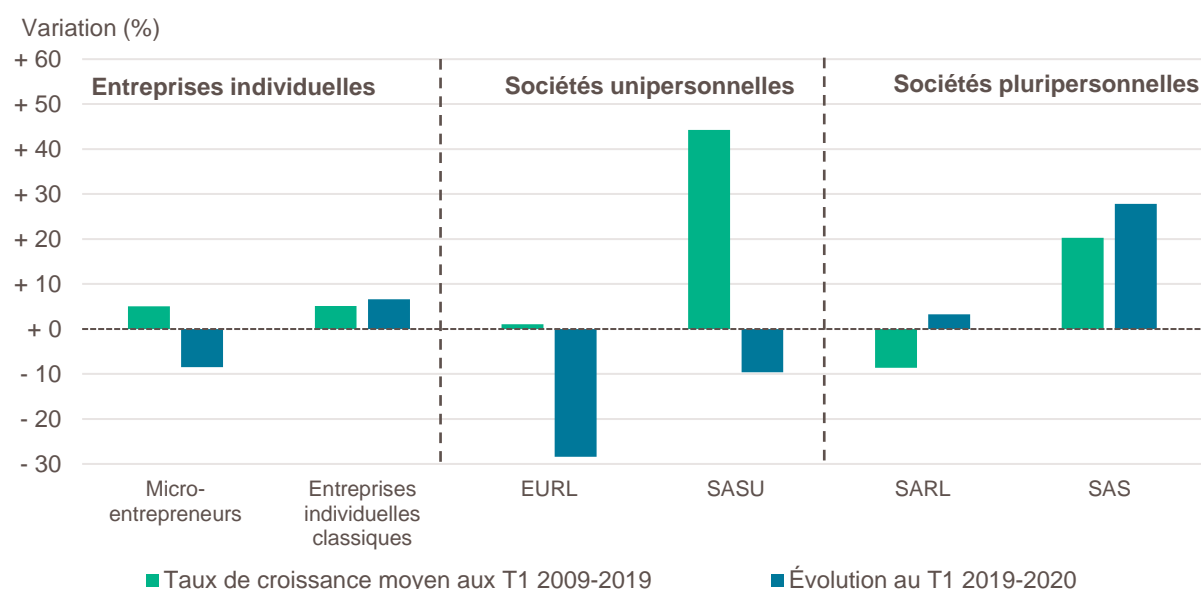
Statut juridique

Parmi les créations du T1 2020, **45 % se sont enregistrées sous le régime du micro-entrepreneur**, 28 % en tant qu'entreprise individuelle classique et 27 % en tant que société.

La baisse au T1 2020 a surtout porté sur les immatriculations de micro-entrepreneur (- 8 %) et de société unipersonnelle (- 28 % pour les EURL, - 10 % pour les SASU), tandis que les sociétés pluripersonnelles ainsi que les entreprises individuelles classiques étaient en hausse respective de + 15 % et + 7 % (annexes 3 et 4). **Les immatriculations d'EURL, de SASU et de micro-entrepreneur sont également en ralentissement** par rapport à leur tendance de long terme.

Au T1 2020, **les créations de SARL et de SAS sont en hausse** (respectivement + 3 % et + 28 % par rapport au T1 2019) et **en accélération par rapport à leur tendance de long terme** (respectivement - 9 % et + 20 % en moyenne sur les premiers trimestres des dix dernières années). **Les entreprises individuelles classiques sont également en accélération**, même si elle est de moindre ampleur que pour les sociétés pluripersonnelles : + 7 % au T1 2020, contre une évolution moyenne de longue période de + 5 % sur les premiers trimestres.

Évolution du nombre de créations d'entreprises par nature juridique, T1 2020



Lecture : en France, le nombre des créations d'entreprises sous le régime du micro-entrepreneur ont baissé de - 8,5 % au T1 2020 par rapport au T1 2019 pour une évolution moyenne de + 5,1 % aux T1 entre 2009 et 2019, ce qui marque un ralentissement à court terme des immatriculations d'entreprise sous ce statut juridique.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Tendances sectorielles

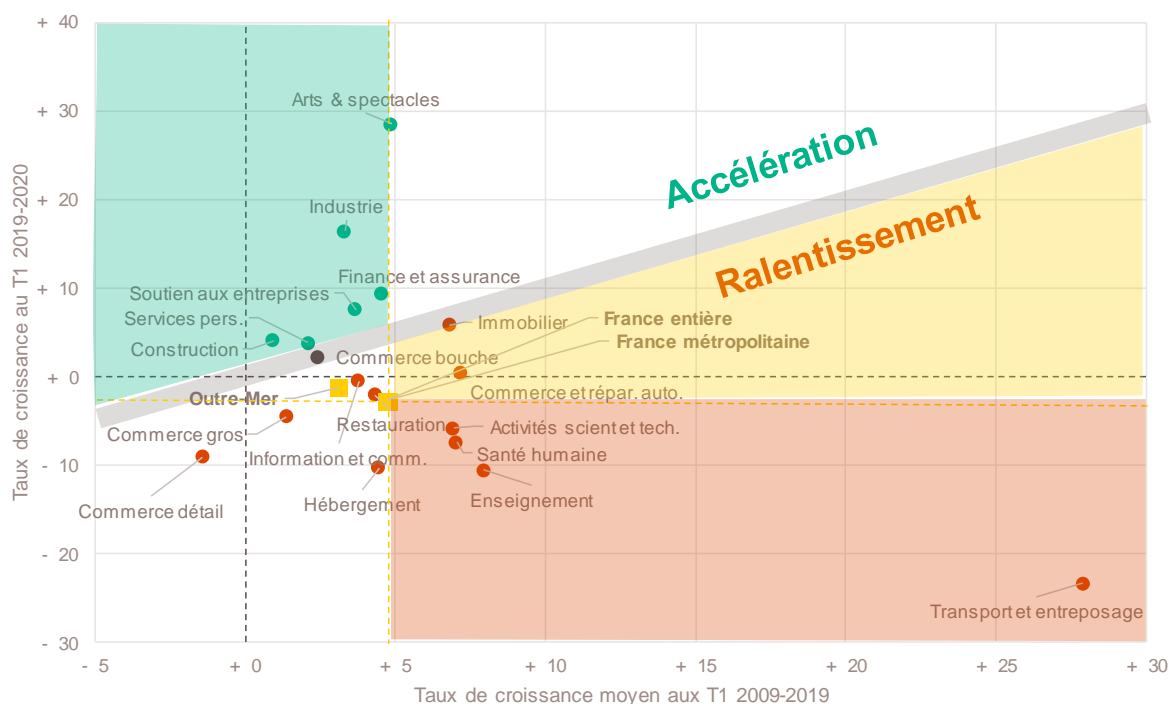
Au T1 2020, la création d'entreprise a progressé dans 9 secteurs par rapport au T1 2019, alors qu'aux T1 des dix dernières années tous les secteurs, à l'exception du commerce de détail, étaient en hausse.

Les **secteurs en zone rouge** (voir le graphique ci-dessous), vecteurs de la dynamique entrepreneuriale sur les T1 des dix dernières années avec une croissance du nombre de créations d'entreprises supérieure à l'évolution nationale aux T1 2009-2019 (+ 5 %), sont aujourd'hui non seulement en deçà du rythme d'évolution nationale du T1 2020, mais aussi en ralentissement par rapport à leur évolution de longue période sur les premiers trimestres. C'est en particulier le cas du transport et entreposage qui a connu un essor considérable du nombre de créations sur les T1 des dix dernières années (+ 28 %), porté par les « autres activités de poste et de courrier », et qui, aujourd'hui, est le secteur avec la plus forte baisse du nombre de créations d'entreprises (- 23 % au T1 2020 ; - 27,4 % pour les autres activités de poste et de courriers qui est le deuxième secteur le plus en recul).

Les **deux secteurs de la zone orange** (immobilier et commerce et réparation automobile), également moteur hier et en ralentissement aujourd'hui, conservent néanmoins une dynamique entrepreneuriale positive au T1 2020.

À l'inverse, les **secteurs en zone verte**, qui étaient moins dynamiques au T1 que la moyenne des secteurs entre 2009 et 2019, sont devenus au T1 2020 les locomotives de la création d'entreprise. Le nombre de créations dans les arts et spectacles, par exemple, qui a connu une évolution moyenne de + 5 % aux T1 des dix dernières années (un niveau dans la moyenne française), a le plus fortement progressé au T1 2020 avec une hausse de + 28 % (voir aussi l'annexe 5).

Évolution à court terme et à long terme des créations d'entreprises par secteur, T1 2020



Lecture : l'évolution du nombre de créations d'entreprises dans le commerce de détail baisse au T1 2020 par rapport au T1 2019 (- 9 %). Ce recul qui caractérise la tendance de la dynamique entrepreneuriale de longue période dans ce secteur (- 1,5 % en moyenne à chaque T1 des années 2009 à 2019) est cependant plus prononcé. Le commerce de détail fait partie des secteurs dont la dynamique de créations d'entreprises à court terme comme à long terme reste inférieure à celle de la France, tous secteurs confondus.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre les T1 2019 et 2020 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (aux T1 de la période 2009-2019 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les secteurs en ralentissement (en accélération) au T1 2020 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes jaunes permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise dans les secteurs par rapport à la moyenne nationale tous secteurs confondus.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Au T1 2020, **les secteurs les plus dynamiques** relèvent de la **création artistique** (les arts plastiques en particulier dont le nombre de créations a été multiplié par 4 pour atteindre plus de 2 100 nouvelles entreprises sur le trimestre) ainsi que la **fabrication** d'articles textiles, de bijouterie, de vêtements et accessoires. Les activités de **nettoyage courant de bâtiment** ne sont pas en reste tout comme les **activités immobilières** au sens large. Les nouvelles installations de **médecins** se maintiennent également à un rythme élevé.

À l'inverse, avec le confinement de mars 2020, les activités de **commerce** (alimentation de détail ou non alimentaire) figurent parmi **les plus fortes baisses** au T1 2020. Il en est de même des **autres activités de poste et de courrier** et des **taxis et VTC** qui étaient dans le haut du Top 20 des secteurs les plus dynamiques jusqu'à il y a peu. Sont également les plus touchés les activités **juridiques**, de **soins corporels**, de **jardiniers** paysagiste mais aussi l'**événementiel**.

Top 20 des secteurs en croissance du nombre de créations d'entreprises, T1 2020

T1 2020	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T1 2019-2020 %
9003A-Création artistique relevant des arts plastiques	2 146	+ 435,2
9003B-Autre création artistique	1 010	+ 101,2
1392Z-Fabrication d'articles textiles, sauf habillement	443	+ 65,3
3299Z-Autres activités manufacturières n.c.a.	514	+ 60,1
1419Z-Fabrication d'autres vêtements et accessoires	486	+ 56,3
3213Z-Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	761	+ 49,8
1629Z-Fabric. d'objets divers en bois et en liège, vannerie et sparterie	383	+ 40,3
7420Z-Activités photographiques	2 405	+ 38,2
6832A-Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	172	+ 37,6
7320Z-Études de marché et sondages	210	+ 32,1
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	5 384	+ 31,8
6820A-Location de logements	544	+ 31,7
1413Z-Fabrication de vêtements de dessus	814	+ 30,2
9529Z-Réparation d'autres biens personnels et domestiques	929	+ 26,9
6630Z-Gestion de fonds	1 703	+ 26,6
4322B-Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	774	+ 24,6
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	1 707	+ 23,9
4110A-Promotion immobilière de logements	266	+ 22,0
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	3 268	+ 21,3
8621Z-Activité des médecins généralistes	1 350	+ 20,2

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des secteurs en décroissance du nombre de créations d'entreprises, T1 2020

T1 2020	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T1 2019-2020 %
4759B-Commerce de détail d'autres équipements du foyer	170	- 33,9
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	12 950	- 27,4
6910Z-Activités juridiques	2 268	- 25,6
8551Z-Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	1 838	- 23,0
4781Z-Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	844	- 22,1
4764Z-Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé	176	- 21,1
4332B-Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	446	- 19,3
8553Z-Enseignement de la conduite	264	- 19,3
9604Z-Entretien corporel	746	- 19,3
4721Z-Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé	187	- 19,0
4771Z-Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	1 264	- 18,8
3832Z-Récupération de déchets triés	232	- 18,6
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	3 559	- 17,8
8230Z-Organisation de foires, salons professionnels et congrès	787	- 17,6
7120B-Analyses, essais et inspections techniques	285	- 17,4
4741Z-Comm. de dét. d'ordinateurs, unités périph., logiciels en magasin spé	269	- 17,0
8130Z-Services d'aménagement paysager	1 001	- 16,7
8690E-Activités des professionnels de la rééduc., appareillage et pédi.-podo.	1 628	- 16,3
8010Z-Activités de sécurité privée	311	- 16,2
4782Z-Comm. de détail de textiles, habillement etc. sur éventaires et marchés	826	- 16,1

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Attractivité régionale

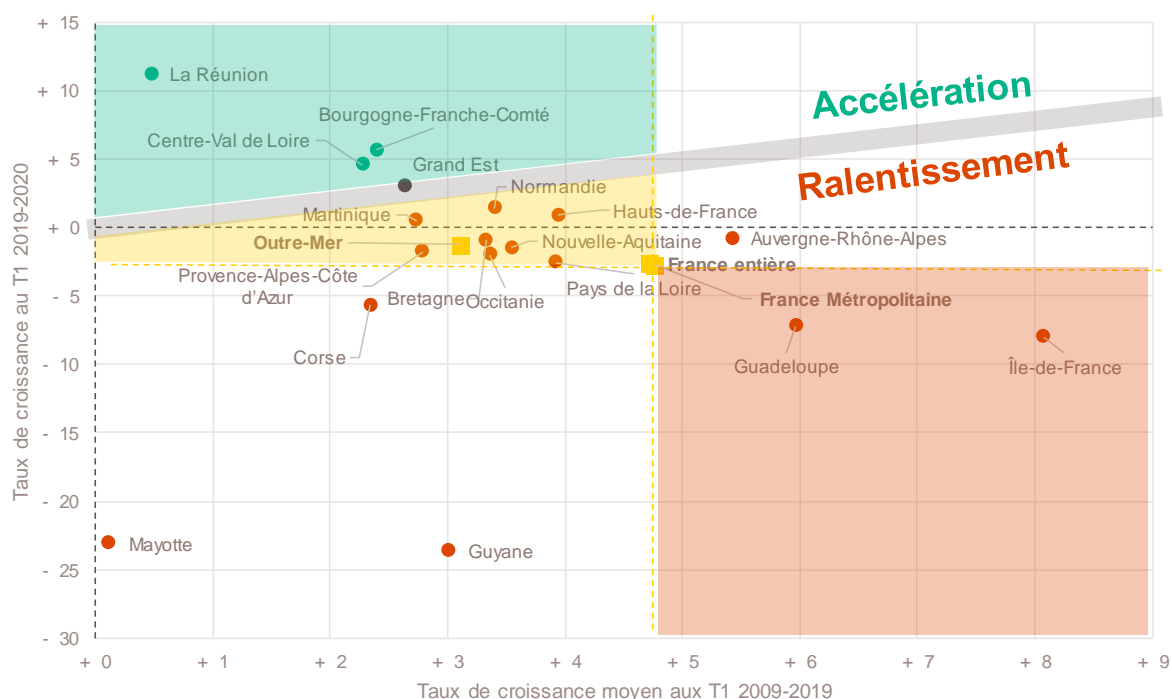
Au T1 2020, **seulement 7 régions ont vu leur nombre de créations d'entreprises progresser par rapport au T1 2019** alors que la tendance sur longue période est à la hausse dans toutes les régions : moins de + 5 % en moyenne pour la France métropolitaine et + 3 % pour l'Outre-mer aux T1 2009-2019. Les régions du **Nord et du Nord-Est résistent mieux** à la situation nationale de baisse des créations sur le premier trimestre 2020 : ce sont les seules avec Centre-Val de Loire à avoir un taux d'évolution positif par rapport au T1 2019.

Les régions de la zone rouge (graphique ci-dessous), **Auvergne-Rhône-Alpes, Guadeloupe et Île-de-France**, qui sont les plus dynamiques sur le long terme avec un taux d'évolution du nombre de créations supérieur à la moyenne nationale, sont en net recul au T1 2020 ; en particulier les deux dernières : - 13 et - 16 points d'écart entre les évolutions moyennes de courte et longue périodes. Elles font toutes trois partie des nombreuses régions où l'entrepreneuriat ralentit, mais Auvergne-Rhône-Alpes montre une plus forte résilience : elle reste la seule région avec une situation à court et long termes plus dynamique (malgré le recul) que celle de la France dans son ensemble.

Au T1 2020, les créations d'entreprises dans les **huit régions en zone orange** ralentissent par rapport à leur tendance de long terme, qui se situe déjà en dessous de la moyenne française. Elles ont cependant contribué à atténuer la baisse du nombre de créations au niveau national sur les trois premiers mois de l'année, leur taux d'évolution étant supérieur à celui pour la France entière.

A contrario, les créations d'entreprises **continuent d'accélérer en Bourgogne-Franche-Comté, en Centre-Val de Loire et à La Réunion** (zone verte), la croissance de court terme étant supérieure à la moyenne de longue période.

Évolution à court terme et à long terme des créations d'entreprises par région, T1 2020



Lecture : l'évolution du nombre de créations d'entreprises en Corse baisse au T1 2020 par rapport au T1 2019 (- 5,7 %), alors qu'il avait tendance à croître au cours des premiers trimestres entre 2009 et 2019 (+ 2, 3 % en moyenne). La Corse fait partie des régions dont la dynamique de créations d'entreprises à court comme à long terme reste inférieure à celle de la France, toutes régions confondues.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre les T1 2019 et 2020 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (aux T1 de la période 2019-2020 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution en région se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les régions en ralentissement (accélération) au T1 2020 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes jaunes permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise dans les régions par rapport à la moyenne nationale toutes régions confondues.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Contributions sectorielles par région

La baisse des créations d'entreprises au T1 2020 dans le commerce (détail et gros), le transport et entreposage, l'enseignement, et la santé humaine et action sociale est quasiment généralisée sur l'ensemble du territoire, contribuant négativement à l'entrepreneuriat dans la plupart des régions.

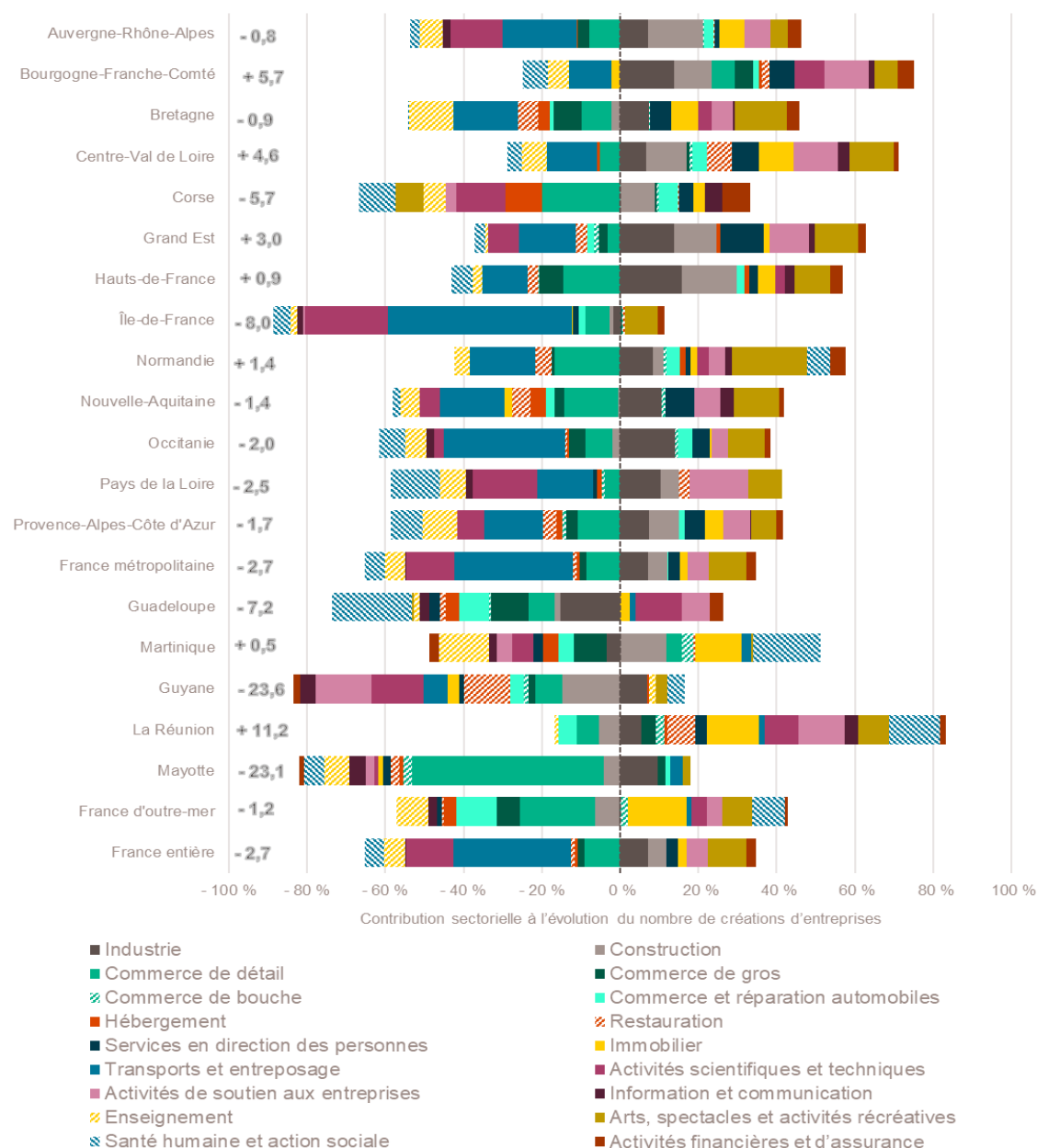
Le recul en Île-de-France provient essentiellement de la baisse des créations d'entreprises dans le transport et entreposage (en raison de la forte concentration des autres activités de poste et de courrier dans la métropole parisienne) et les activités scientifiques et techniques.

Le commerce (détail et gros) a été particulièrement résilient en Bourgogne-Franche-Comté ainsi que l'hébergement et la restauration en Bourgogne-Franche-Comté, en Centre-Val de Loire et à la Réunion.

À l'inverse, industrie, construction, services en direction des personnes, immobilier, et arts, spectacles et activités récréatives ont porté la création dans la plupart des régions au T1 2020.

Cette contribution à la création d'entreprise régionale est très marquée en Normandie avec les arts, spectacles et activités récréatives, en Pays de la Loire avec les activités de soutien aux entreprises, en Bourgogne-Franche-Comté, Hauts-de-France, Grand Est et Occitanie avec l'industrie, et en Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est et Hauts-de-France par la construction.

Contribution sectorielle à l'évolution des créations d'entreprises régionales, T1 2020

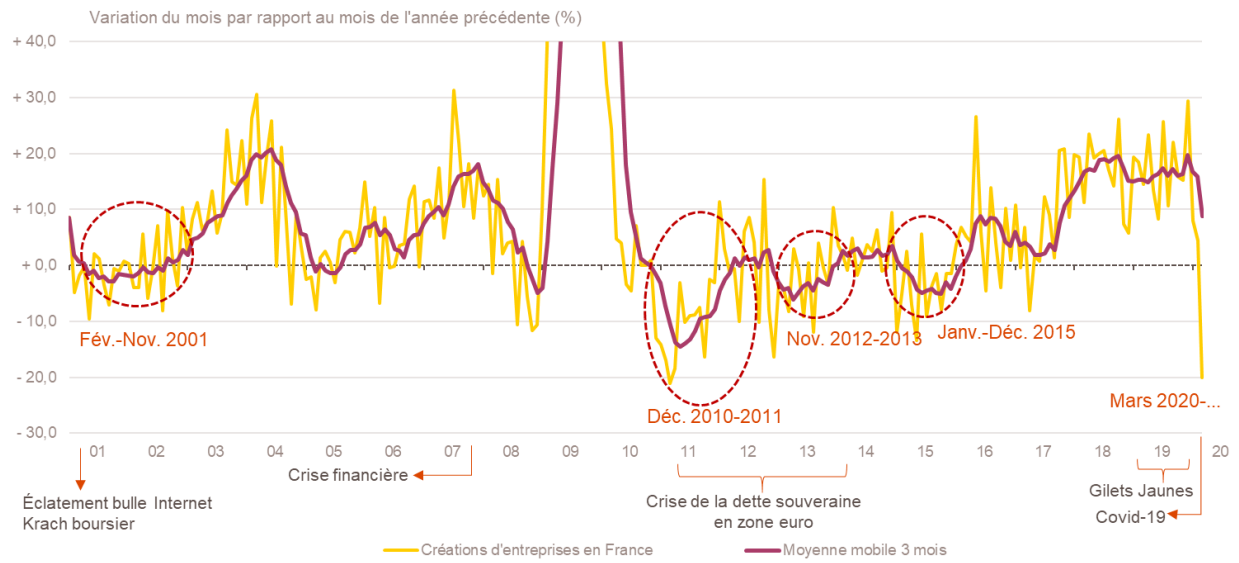


Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

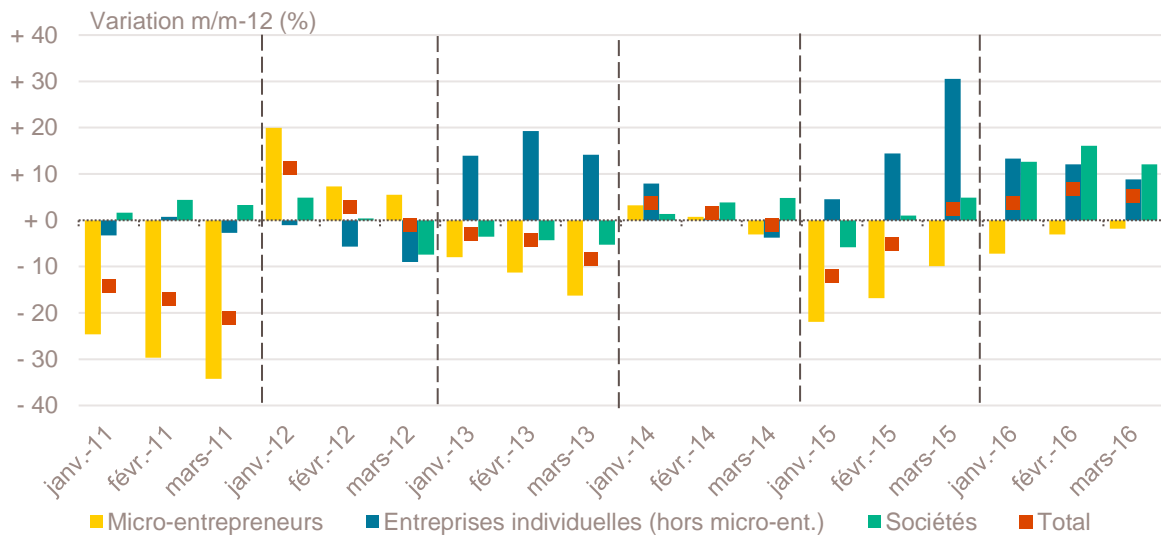
Annexes

Annexe 1 – Évolution de la création d'entreprise en France sur 20 ans



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 2 – Évolution mensuelle du nombre de créations d'entreprises en France, T1 2011-2016



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 3 – Création d'entreprise en France selon le statut juridique, T1 2020

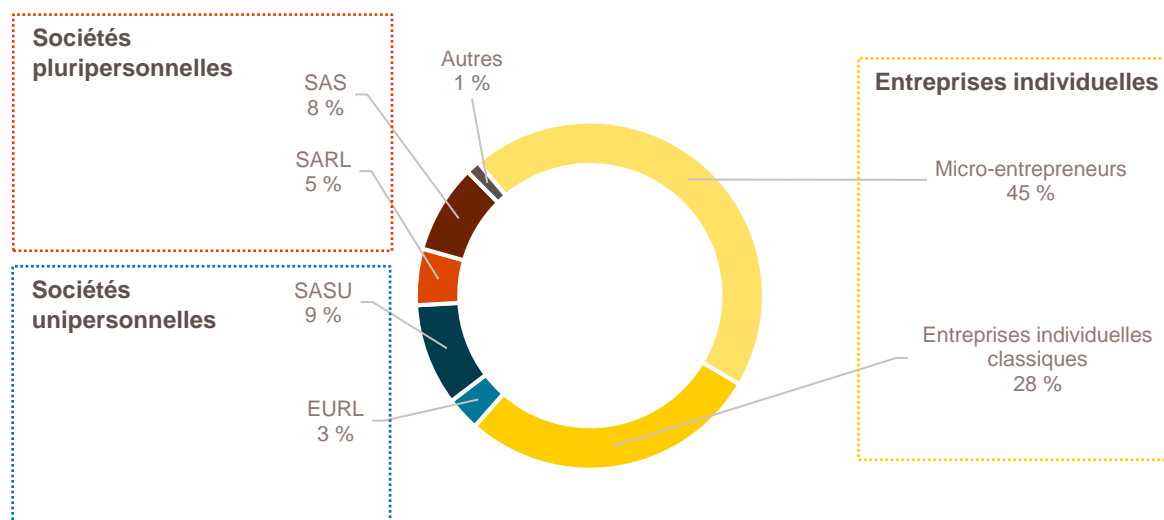
T1 2020	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T1 2019-2020 %	TCAM au T1 2009-2019 %	Contributions T1 2019-2020 (point de %)
Entreprises individuelles	153 152	- 3,2	+ 5,1	- 2,3
Micro-entrepreneurs	94 154	- 8,5	+ 5,1	- 4,0
Entreprises individuelles classiques	58 998	+ 6,6	+ 5,1	+ 1,7
Sociétés	58 050	- 1,3	+ 3,8	- 0,3
Sociétés unipersonnelles	26 629	- 15,2	+ 13,4	- 2,2
EURL	6 644	- 28,4	+ 1,1	- 1,2
SASU	19 985	- 9,6	+ 44,2	- 1,0
Sociétés pluripersonnelles	31 421	+ 14,7	- 1,4	+ 1,9
SARL	11 044	+ 3,2	- 8,6	+ 0,2
SAS	17 415	+ 27,8	+ 20,3	+ 1,7
SCI	262	- 7,4	- 6,5	- 0,0
Autres ^a	2 700	- 3,2	+ 0,8	- 0,0
Total France entière	211 202	- 2,7	+ 4,7	- 2,7

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 4 – Répartition de la création d'entreprise en France selon le statut juridique, T1 2020



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 5 – Créations d'entreprises en France selon le secteur d'activité, T1 2020

T1 2020	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution T1 2019-2020 %	TCAM T1 2009-2019 %	Contributions T1 2019-2020 (point de %)
Activités secondaires	31 849	22,9	+ 7,5	+ 1,5	+ 1,0
Industrie	9 614	28,7	+ 16,4	+ 3,3	+ 0,6
Construction	22 235	20,4	+ 4,1	+ 0,9	+ 0,4
Activités de type commerce	55 100	40,5	- 3,2	+ 1,3	- 0,8
Commerce de détail	17 366	46,3	- 9,0	- 1,4	- 0,8
Commerce de gros	7 393	16,5	- 4,6	+ 1,4	- 0,2
Commerce de bouche ^a	601	15,3	+ 2,2	+ 2,4	+ 0,0
Commerce et réparation automobiles	5 848	30,0	+ 0,5	+ 7,2	+ 0,0
Hébergement	1 282	31,1	- 10,3	+ 4,4	- 0,1
Restauration	8 241	27,4	- 2,0	+ 4,3	- 0,1
Services en direction des personnes	14 369	59,5	+ 3,8	+ 2,1	+ 0,2
Activités de type services	124 253	51,9	- 4,8	+ 7,8	- 2,9
Immobilier	8 508	16,4	+ 5,8	+ 6,8	+ 0,2
Transports et entreposage	18 737	58,9	- 23,4	+ 27,9	- 2,6
Activités scientifiques et techniques	37 097	62,4	- 5,9	+ 6,9	- 1,1
Activités de soutien aux entreprises	14 684	35,5	+ 7,6	+ 3,7	+ 0,5
Information et communication	11 024	60,8	- 0,5	+ 3,8	- 0,0
Enseignement	8 506	85,7	- 10,6	+ 7,9	- 0,5
Arts, spectacles et activités récréatives	8 446	54,6	+ 28,5	+ 4,9	+ 0,9
Santé humaine et action sociale ^b	11 824	36,5	- 7,4	+ 7,0	- 0,4
Activités financières et d'assurance	5 427	15,5	+ 9,3	+ 4,6	+ 0,2
Activités des sociétés holding	1 761	0,0	+ 18,7	+ 0,8	+ 0,1
Total France entière	211 202	44,6	- 2,7	+ 4,7	- 2,7

a. Ce secteur, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française, NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 6 – Top 20 des secteurs en nombre de créations d'entreprises, T1 2020

T1 2020	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T1 2019-2020 %
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	15 019	- 10,6
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	12 950	- 27,4
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	7 333	+ 1,3
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	5 384	+ 31,8
5610C-Restauration de type rapide	4 556	- 3,3
6831Z-Agences immobilières	4 537	- 3,5
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	4 019	- 3,5
6201Z-Programmation informatique	4 008	- 0,3
4791A-Vente à distance sur catalogue général	3 792	+ 2,7
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	3 762	+ 0,3
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	3 570	- 7,7
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	3 559	- 17,8
8559B-Autres enseignements	3 515	- 5,0
7410Z-Activités spécialisées de design	3 504	+ 0,8
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	3 443	- 1,4
8690F-Activités de santé humaine non classées ailleurs	3 368	- 15,8
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	3 268	+ 21,3
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	3 061	- 2,6
9602B-Soins de beauté	2 686	+ 19,8
7112B-Ingénierie, études techniques	2 660	- 4,8

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 7 – Créations d'entreprises en France par région et département, T1 2020

T1 2020	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Part des ZRR %	Évolution T1 2019-2020 %	TCAM T1 2009-2019 %	Contributions T1 2019-2020 (pts. de %)
Auvergne-Rhône-Alpes	26 248	46,6	7,9	- 0,8	+ 5,4	- 0,1
01 - Ain	1 630	47,4	1,5	- 5,5	+ 5,5	- 0,4
03 - Allier	604	32,1	54,3	+ 7,1	+ 0,5	+ 0,2
07 - Ardèche	809	41,0	37,6	- 0,5	+ 3,1	- 0,0
15 - Cantal	189	30,7	59,8	- 9,6	+ 1,5	- 0,1
26 - Drôme	1 635	46,0	21,3	+ 8,9	+ 2,1	+ 0,5
38 - Isère	4 072	49,0	1,5	- 1,7	+ 4,6	- 0,3
42 - Loire	2 154	40,2	3,3	+ 3,5	+ 4,2	+ 0,3
43 - Haute-Loire	428	38,1	74,8	+ 14,1	+ 2,2	+ 0,2
63 - Puy-de-Dôme	1 508	36,4	24,7	+ 3,9	+ 3,2	+ 0,2
69 - Rhône	8 716	50,0	0,1	- 6,9	+ 9,5	- 2,4
73 - Savoie	1 529	45,5	7,5	+ 0,4	+ 3,0	+ 0,0
74 - Haute-Savoie	2 974	50,1	0,0	+ 10,0	+ 4,6	+ 1,0
Bourgogne-Franche-Comté	6 127	48,2	25,0	+ 5,7	+ 2,4	+ 0,2
21 - Côte-d'Or	1 420	51,4	15,6	- 5,2	+ 3,1	- 1,3
25 - Doubs	1 264	48,9	9,0	+ 10,3	+ 3,7	+ 2,0
39 - Jura	541	46,4	26,8	+ 9,5	+ 2,6	+ 0,8
58 - Nièvre	343	47,2	62,4	+ 5,5	+ 0,2	+ 0,3
70 - Haute-Saône	404	44,1	46,5	+ 14,8	+ 1,5	+ 0,9
71 - Saône-et-Loire	1 159	46,5	33,8	+ 8,1	+ 2,5	+ 1,5
89 - Yonne	687	44,1	37,8	+ 7,7	+ 0,3	+ 0,8
90 - Territoire-de-Belfort	309	55,3	0,0	+ 12,8	+ 2,3	+ 0,6
Bretagne	7 226	38,1	7,5	- 0,9	+ 3,3	- 0,0
22 - Côtes-d'Armor	1 123	34,9	14,4	- 0,3	+ 1,8	- 0,0
29 - Finistère	1 766	35,7	5,5	+ 1,0	+ 2,4	+ 0,2
35 - Ille-et-Vilaine	2 730	39,7	1,4	+ 1,5	+ 4,5	+ 0,5
56 - Morbihan	1 607	40,1	15,3	- 6,9	+ 3,6	- 1,6
Centre-Val de Loire	5 732	41,7	20,2	+ 4,6	+ 2,3	+ 0,1
18 - Cher	561	39,0	35,1	+ 22,8	- 1,1	+ 1,9
28 - Eure-et-Loir	957	40,2	16,5	+ 15,0	+ 1,8	+ 2,3
36 - Indre	386	42,0	65,3	+ 15,9	+ 0,6	+ 1,0
37 - Indre-et-Loire	1 535	41,6	16,1	- 0,6	+ 3,5	- 0,2
41 - Loir-et-Cher	666	43,1	33,9	+ 1,2	+ 2,8	+ 0,1
45 - Loiret	1 627	42,8	4,6	- 1,6	+ 2,8	- 0,5
Corse	1 252	31,5	49,8	- 5,7	+ 2,3	- 0,0
2A - Corse-du-Sud	647	31,4	46,4	- 5,4	+ 3,1	- 2,8
2B - Haute-corse	605	31,7	53,6	- 5,9	+ 1,6	- 2,9
Grand Est	11 686	40,4	11,2	+ 3,0	+ 2,6	+ 0,2
08 - Ardennes	429	60,6	44,3	+ 4,6	+ 0,6	+ 0,2
10 - Aube	661	46,0	24,8	+ 9,4	+ 2,5	+ 0,5
51 - Marne	1 234	50,1	19,8	- 5,2	+ 3,8	- 0,6
52 - Haute-Marne	259	35,5	74,9	+ 12,1	- 0,5	+ 0,2
54 - Meurthe-et-Moselle	1 638	40,5	5,1	+ 6,4	+ 4,5	+ 0,9
55 - Meuse	235	33,6	87,2	- 6,0	- 0,2	- 0,1
57 - Moselle	2 118	36,0	2,5	+ 3,6	+ 1,6	+ 0,7
67 - Bas-Rhin	2 724	39,4	0,0	- 0,6	+ 3,5	- 0,1
68 - Haut-Rhin	1 666	36,4	0,0	+ 6,6	+ 2,4	+ 0,9
88 - Vosges	722	36,0	24,2	+ 9,2	+ 1,1	+ 0,5
Hauts-de-France	12 621	46,5	5,1	+ 0,9	+ 3,9	+ 0,1
02 - Aisne	853	35,4	33,4	+ 5,8	+ 0,3	+ 0,4
59 - Nord	6 420	51,5	0,0	+ 2,5	+ 4,8	+ 1,2
60 - Oise	1 748	40,2	4,2	- 5,2	+ 3,9	- 0,8
62 - Pas-de-Calais	2 560	47,5	4,5	+ 4,4	+ 2,6	+ 0,9
80 - Somme	1 040	33,1	16,4	- 8,5	+ 6,0	- 0,8

Lecture : 26 248 entreprises ont vu le jour en Auvergne-Rhône-Alpes au T1 2020, en baisse de - 0,8 % par rapport au T1 2019. Parmi ces créations, 46,6 % sont immatriculées sous le régime du micro-entrepreneur et 7,9 % sont implantées dans les communes en ZRR (Zone de revitalisation rurale). La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de - 0,1 point de pourcentage. Le département de l'Ain, avec 1 630 créations au T1 2020 et une évolution de - 5,5 % par rapport au T1 2019, contribue à hauteur de - 0,4 point de pourcentage à l'évolution de la création d'entreprise dans sa région administrative (Auvergne-Rhône-Alpes).

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

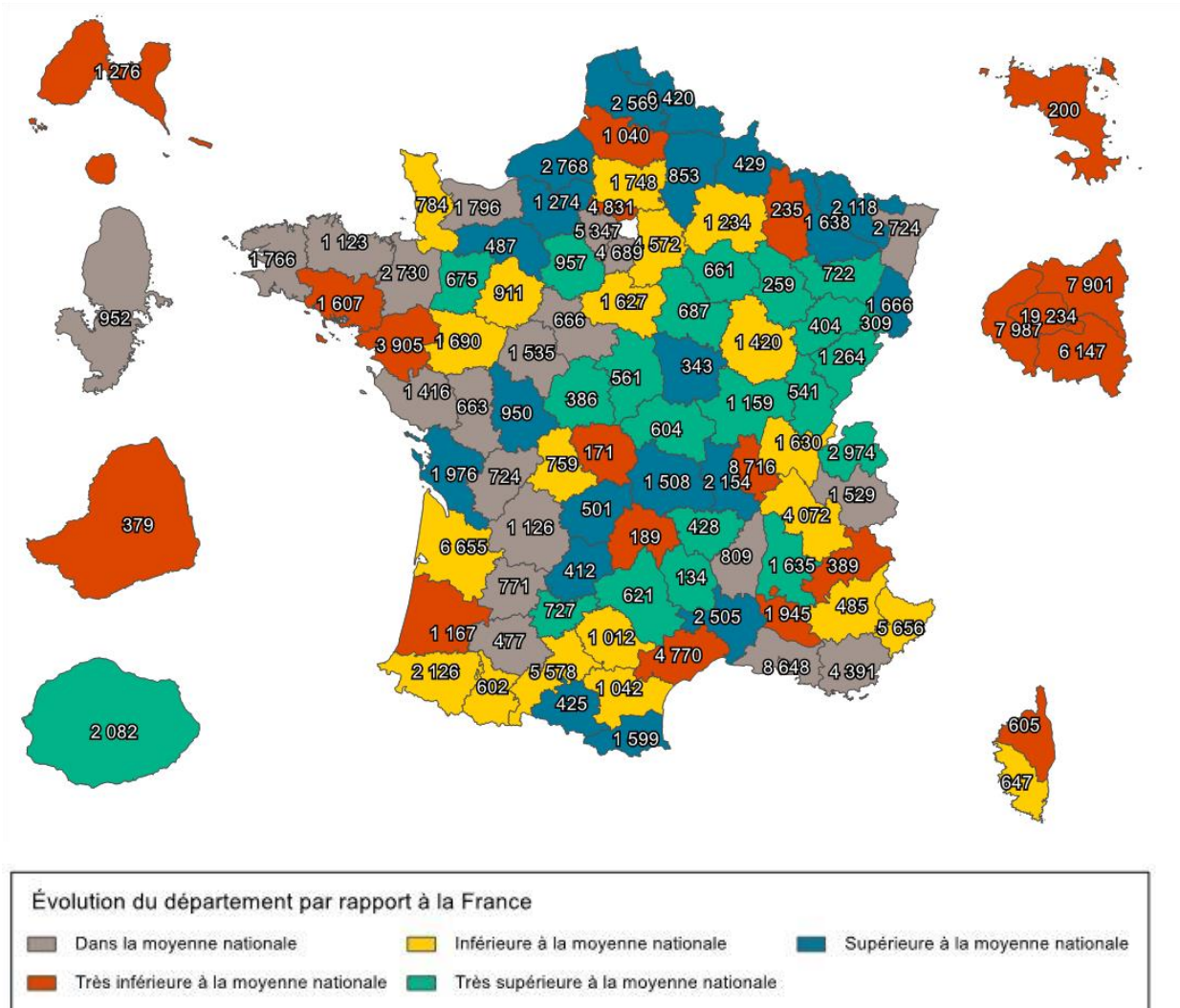
T1 2020	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Part des ZRR %	Évolution T1 2019-2020 %	TCAM T1 2009-2019 %	Contributions T1 2019-2020 (pts. de %)
Île-de-France	60 708	50,3	0,1	- 8,0	+ 8,1	- 2,4
75 - Paris	19 234	46,6	0,0	- 8,5	+ 7,3	- 2,7
77 - Seine-et-Marne	4 572	51,5	0,8	- 5,5	+ 8,6	- 0,4
78 - Yvelines	5 347	53,2	0,0	+ 1,3	+ 5,8	+ 0,1
91 - Essonne	4 689	50,2	0,0	- 0,3	+ 8,4	- 0,0
92 - Hauts-de-Seine	7 987	54,4	0,0	- 9,2	+ 8,0	- 1,2
93 - Seine-Saint-Denis	7 901	49,2	0,0	- 13,5	+ 10,9	- 1,9
94 - Val-de-Marne	6 147	55,6	0,0	- 11,6	+ 8,4	- 1,2
95 - Val-d'Oise	4 831	48,7	0,0	- 8,2	+ 8,7	- 0,7
Normandie	7 109	43,1	14,2	+ 1,4	+ 3,4	+ 0,0
14 - Calvados	1 796	44,1	12,2	- 0,4	+ 3,5	- 0,1
27 - Eure	1 274	42,7	6,3	+ 3,2	+ 2,2	+ 0,6
50 - Manche	784	40,8	30,1	- 4,5	+ 2,7	- 0,5
61 - Orne	487	37,6	72,1	+ 6,3	- 0,5	+ 0,4
76 - Seine-Maritime	2 768	44,3	4,5	+ 2,7	+ 5,1	+ 1,1
Nouvelle-Aquitaine	17 589	39,7	24,3	- 1,4	+ 3,5	- 0,1
16 - Charente	724	34,8	38,5	+ 0,6	- 0,3	+ 0,0
17 - Charente-Maritime	1 976	39,4	17,6	+ 4,6	+ 2,6	+ 0,5
19 - Corrèze	501	34,9	50,5	+ 5,0	+ 1,8	+ 0,1
23 - Creuse	171	31,0	100,0	- 16,6	- 0,0	- 0,2
24 - Dordogne	1 126	36,5	57,0	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,1
33 - Gironde	6 655	42,5	8,1	- 3,5	+ 6,8	- 1,3
40 - Landes	1 167	36,8	51,6	- 7,0	+ 2,7	- 0,5
47 - Lot-et-Garonne	771	44,5	37,0	- 0,4	+ 1,4	- 0,0
64 - Pyrénées-Atlantiques	2 126	38,9	14,3	- 1,5	+ 3,4	- 0,2
79 - Deux-Sèvres	663	41,6	61,7	+ 0,8	+ 1,7	+ 0,0
86 - Vienne	950	37,1	25,7	+ 5,6	+ 0,7	+ 0,3
87 - Haute-Vienne	759	33,5	26,7	- 5,1	+ 2,7	- 0,2
Occitanie	19 904	42,4	21,7	- 2,0	+ 3,4	- 0,2
09 - Ariège	425	37,6	68,9	+ 4,4	+ 0,6	+ 0,1
11 - Aude	1 042	30,9	32,2	- 1,1	+ 0,5	- 0,1
12 - Aveyron	621	41,4	100,0	+ 13,1	+ 2,1	+ 0,4
30 - Gard	2 505	36,4	13,8	+ 4,7	+ 1,8	+ 0,6
31 - Haute-Garonne	5 578	51,5	5,6	- 5,9	+ 5,7	- 1,7
32 - Gers	477	42,6	74,8	+ 1,3	+ 0,8	+ 0,0
34 - Hérault	4 770	40,1	5,4	- 6,8	+ 5,4	- 1,7
46 - Lot	412	40,0	100,0	+ 4,3	+ 2,5	+ 0,1
48 - Lozère	134	30,6	100,0	+ 12,6	- 0,2	+ 0,1
65 - Hautes-Pyrénées	602	45,3	52,7	- 3,5	+ 3,0	- 0,1
66 - Pyrénées-Orientales	1 599	36,6	14,2	+ 2,0	- 0,3	+ 0,2
81 - Tarn	1 012	46,2	49,6	- 2,0	+ 2,1	- 0,1
82 - Tarn-et-Garonne	727	35,9	27,0	+ 11,7	+ 1,7	+ 0,4
Pays de la Loire	8 597	42,3	10,5	- 2,5	+ 3,9	- 0,1
44 - Loire-Atlantique	3 905	45,8	2,9	- 6,8	+ 4,9	- 3,3
49 - Maine-et-Loire	1 690	40,9	12,7	- 3,7	+ 3,6	- 0,7
53 - Mayenne	675	32,7	32,1	+ 25,7	+ 4,0	+ 1,6
72 - Sarthe	911	39,3	22,4	- 1,9	+ 1,9	- 0,2
85 - Vendée	1 416	40,5	11,2	+ 0,6	+ 3,0	+ 0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21 514	41,6	5,8	- 1,7	+ 2,8	- 0,2
04 - Alpes-de-Haute-Provence	485	42,3	66,6	- 2,2	+ 1,8	- 0,1
05 - Hautes-Alpes	389	41,9	59,1	- 14,1	+ 2,1	- 0,3
06 - Alpes-Maritimes	5 656	46,2	1,1	- 1,3	+ 2,2	- 0,3
13 - Bouches-du-Rhône	8 648	41,1	3,4	- 1,1	+ 4,3	- 0,4
83 - Var	4 391	36,7	2,5	+ 0,2	+ 1,7	+ 0,0
84 - Vaucluse	1 945	41,0	11,6	- 7,2	+ 1,4	- 0,7
France métrop. hors Île-de-France	145 605	42,8	13,5	- 0,3	+ 3,6	- 2,2
France métropolitaine	206 313	45,0	9,5	- 2,7	+ 4,8	- 2,6
France d'outre-mer	4 889	26,1	48,6	- 1,2	+ 3,1	- 0,3
971 - Guadeloupe	1 276	28,4	0,0	- 7,2	+ 6,0	- 0,5
972 - Martinique	952	28,9	0,0	+ 0,5	+ 2,7	+ 0,0
973 - Guyane	379	24,5	100,0	- 23,6	+ 3,0	- 0,5
974 - La Réunion	2 082	26,1	95,9	+ 11,2	+ 0,5	+ 1,0
976 - Mayotte	200	0,0	0,0	- 23,1	+ 0,1	- 0,0
France entière	211 202	44,6	10,4	- 2,7	+ 4,7	- 2,7

Lecture : 60 708 entreprises ont vu le jour en Île-de-France au T1 2020, en baisse de - 8 % par rapport au T1 2019 (contre une évolution moyenne de + 8,1 % aux T1 entre 2009 et 2019). Parmi ces créations, 50,3 % sont immatriculées sous le régime du micro-entrepreneur et 0,1 % sont implantées dans les communes en ZRR (Zone de revitalisation rurale). La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de - 2,4 points de pourcentage. Le département de Paris, avec 19 234 créations au T1 2020 et une évolution de - 8,5 % par rapport au T1 2019, contribue à hauteur de - 2,7 points de pourcentage à l'évolution de la création d'entreprise dans sa région administrative (Île-de-France).

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 8 – Nombre de créations d’entreprises en France par département et dynamique départementale par rapport à l’évolution nationale, T1 2020



Lecture : 4 391 entreprises ont vu le jour dans les Bouches-du-Rhône au T1 2020. L'évolution de la création d'entreprise dans ce département et sur ce trimestre par rapport au T1 2019 est comparable à la moyenne nationale.

Note de lecture : les départements sont classés en cinq groupes selon leur dynamisme par rapport à l'évolution nationale. Pour cela, la différence est calculé entre l'évolution départementale et l'évolution nationale. Ensuite, suivant la répartition des départements au sein de cette distribution, les départements sont classés en quintiles (part contenant un cinquième de la population étudiée). Le premier quintile regroupe ainsi les départements qui ont connu une évolution « très inférieure à la moyenne nationale », à savoir les 20 départements, sur les 101, qui ont connu les plus faibles évolutions, compte tenu de l'évolution nationale.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) issues du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene administrée par l'Insee.

➔ Pour les données corrigées, voir le [site de l'Insee](#).

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intègrent au fur et à mesure ces révisions.

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Sauf mention particulière, ils concernent la France entière.

Calculs

Le **taux de croissance annuel moyen** (TCAM) par année permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Il est utilisé, ici, non pas sur une année civile, mais sur les trimestres concernés des années étudiées.

La **contribution d'une composante à la croissance d'un agrégat** se calcule par la différence entre la valeur d'arrivée et la valeur de départ de la composante, rapportée à la valeur de départ de l'agrégat. Elle permet de mesurer la contribution de chaque composante dans la variation de l'agrégat en point de pourcentage ou en pourcentage.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne peuvent être dénombrées au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. De plus, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur.

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de **micro-entrepreneur** requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009, et de nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008.

➔ Pour en savoir plus, voir la rubrique sur le [régime du micro-entrepreneur](#) sur le site de Bpifrance Création.

Le périmètre des **entreprises classiques** exclut les micro-entrepreneurs.

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

➔ Pour en savoir plus, voir les [pages dédiées aux ZRR](#) sur le site de la DGE.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique [mise en ligne](#) le 20/07/2020.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. *La création d'entreprises en France, éléments clés du 1^{er} trimestre 2020*. Bpifrance Création, juillet 2020 ».

Contact : utilisez le [formulaire de contact](#) sur le site de Bpifrance Création.